

MANUEL DEVALDÈS

Bro An 40
150

UNE GUERRE DE SURPOPULATION

Les Enseignements de la Guerre Italo-Ethiopienne



EDITIONS DE "LA GRANDE RÉFORME"

14, Rue de la Duée, 14
PARIS (XX^e)

1937

Prix : 1 fr. 50

UNE GUERRE DE SURPOPULATION

MANUEL DEVALDÈS

UNE GUERRE
DE SURPOPULATION

Les Enseignements de la Guerre Italo-Ethiopienne



EDITIONS DE "LA GRANDE RÉFORME"

14, Rue de la Duée, 14

PARIS (XX^e)

1937

DU MÊME AUTEUR

EN VENTE A LA "GRANDE RÉFORME"

La Maternité consciente. Le Rôle des Femmes dans l'Amélioration de la Race.

Un volume, 222 pages. 40 francs.

Croître et multiplier, c'est la Guerre! Préface de Victor Margueritte.

Un volume, 320 pages. 15 francs.

La Guerre dans l'Acte sexuel.

Une brochure, 32 pages, 2 francs.

Int. Instituut
Soc. Geschiedenis
Keizersgracht 264
Amsterdam-C.

Une GUERRE de SURPOPULATION

Il ne manque pas de personnes qui, soit par pure ignorance, soit en vertu d'un intérêt qui les porte à favoriser la surpopulation dans leur pays, nient que ce phénomène démographique soit la cause première de la guerre ou même qu'il puisse se réaliser.

Eclairer les ignorants, confondre les profiteurs de ce fléau néfaste à l'humanité, voilà en conséquence la tâche qui s'impose d'abord au vrai pacifiste.

Or une nation existe actuellement qui est incontestablement surpeuplée : l'Italie. Et du fait de sa surpopulation, une guerre vient de sévir : la guerre italo-éthiopienne.

Jamais un cas plus net, plus évident, de guerre par surpopulation ne s'est offert à nous. Il convient donc que nous en profitons pour le faire servir à l'enseignement du pacifisme scientifique, le seul pacifisme qui, averti de la cause profonde de la guerre et, par suite, du moyen radical de l'abolir, possède la clé du problème de la paix.

LA SURPOPULATION ITALIENNE.

Dans *Croître et multiplier, c'est la Guerre!* j'ai consacré tout un chapitre à la surpopulation de l'Ita-

lie. Il m'est impossible, faute d'espace, de donner ici, à nouveau, de ce phénomène démographique, un exposé de pareille étendue. Je prie donc le lecteur qui s'intéresse à la question ici traitée de se reporter à mon livre. D'ailleurs, l'Italie elle-même a proclamé que là était la cause profonde de la guerre faite par elle à l'Ethiopie, et la réalité de cette surpopulation a été reconnue par maints hommes politiques et publicistes du monde entier. Cependant, quelques données démographiques et économiques sommaires sont indispensables au début d'une telle étude.

Remarquons d'abord que la population de l'Italie était, en 1911, de 34.671.000 personnes ; en 1921, de 38.711.000 ; en 1931, de 41.230.000 et qu'en 1936, elle est en chiffres ronds de 44 millions. Elle augmente en moyenne de 400.000 annuellement.

« Le *Messagero* écrit que, devant cette augmentation de la population italienne, on comprend l'attitude du Duce qui n'hésite pas à agir rapidement, avec décision, en tous domaines, et principalement dans celui de l'expansion. (1) ». (*Le Temps*, 21 mai 1936).

Cette population vit sur un territoire de 310.177 kilomètres carrés, dont une grande partie en collines et montagnes où abondent les terres non cultivables.

La densité de la population s'élève à 139 habitants par kilomètre carré, mais ce chiffre serait plus élevé s'il était établi par rapport à la terre arable. On peut s'en faire une idée d'après le général allemand K. Haushofer, selon lequel, dans certaines régions d'Italie, un kilomètre carré de sol fertile est appelé à nourrir 970 hommes ! (2).

D'où nécessité d'une importation de produits alimentaires qui n'est pas compensée par l'exportation de produits manufacturés, le sol italien étant également pauvre en richesses minérales ; le combustible fossile, notamment, fait à peu près défaut.

(1) L'italique de toutes les citations est mienne.

(2) Voir mon article : *La Surpopulation allemande et la Guerre qui vient*, dans la *Grande Réforme* de novembre 1934.

L'importation du blé va sans cesse en croissant : 4.476.818 quintaux en 1933-1934, 5.413.037 en 1934-1935. « L'Italie produit du blé à des coûts énormes », dit Arturo Labriola (*Le Crépuscule de la Civilisation*, Paris, 1936, p. 75).

Le chômage existait déjà en Italie avant que commençât ce qu'on appelle abusivement la « crise » mondiale. Depuis, il est allé sans cesse en croissant : à fin décembre 1928, le nombre des chômeurs était de 363.551 ; 1929, 408.748 ; 1930, 642.169 ; 1931, 982.321 (*Annuaire de la Société des Nations* 1931-1932). Au 1^{er} février 1935, 1.011.711 (*Le Temps*, 19 février 1935). Au 31 mai 1935, il n'était que de 755.349 (*Le Temps*, 16 juin 1935), mais la diminution était due uniquement à l'entrée massive de chômeurs dans les industries de guerre, en vue de la campagne d'Ethiopie : ventre affamé n'a pas d'oreilles — pour le pacifisme.

En vérité, selon l'estimation de publicistes compétents en économie politique, à peine 30 millions de personnes auraient pu vivre sur le sol italien. Or il s'agit d'en nourrir 44 millions ! M. Francis Delaisi affirme même que l'Italie compte 16 millions de personnes de trop. (*Le Droit de Vivre*, 8 février 1936.)

La seule soupape de sûreté démographique était autrefois l'émigration, qui constituait aussi une source d'enrichissement national par le capital-argent rapporté au pays. Mais l'émigration est maintenant une chose du passé. Les pays neufs, qui commencent à vieillir, se ferment, par prévoyance, devant l'exportation de main-d'œuvre des vieux pays : les ouvriers eux-mêmes, en Amérique, en Afrique et en Australasie s'opposent à l'importation de chair à travail à bon marché, qui enrichit le capitaliste, certes, mais abaisse leur niveau de vie. Songeons qu'aux environs de 1905, avec une population moindre, l'Italie présentait une émigration annuelle de 700.000 personnes. Actuellement, l'émigration italienne est insignifiante.

Cet ensemble de circonstances appelait la guerre. Et la guerre a eu lieu.

LES PRODROMES DE L'AGRESSION.

La décence, en matière de « morale » internationale, exige, hypocritement, que l'agresseur ait un « motif » d'invasion du territoire de l'adversaire, c'est-à-dire, plus exactement, un prétexte : un *casus belli*.

Déjà, au début de 1934, alors que le *casus belli* de la guerre italo-éthiopienne n'existait pas encore (il ne se produisit qu'à la fin de 1934), on pouvait lire, dans une importante correspondance de Rome au *Temps*, où se trouvait condensé tout le programme impérialiste de l'Italie, ces passages significatifs qui montraient qu'on préparait l'expédition militaire en attendant l'occasion d'agir :

« Rome envisage en Afrique une véritable politique de pénétration. L'Italie songe ouvertement au continent noir pour diminuer sa pression démographique... De multiples faits laissent entendre que la politique italienne d'expansion purement économique, et essentiellement pacifique d'ailleurs (3), a tendance plutôt à se polariser en Afrique orientale. C'est là, en effet, que se trouve la zone des hauts plateaux salubres où l'Italie peut trouver, en même temps que de larges possibilités d'émigration, de nouveaux moyens de richesse... On peut donc considérer comme certain qu'à la première occasion l'Italie s'efforcera d'utiliser en Afrique, à son avantage, les énergies vitales de sa population surabondante et d'y résoudre sa mission de puissance civilisatrice. Guidée par cette ambition, elle tient à ne pas se laisser devancer par les autres concurrents. Elle sait déjà que les Allemands, chassés par la porte, retournent par la fenêtre, en Afrique orientale notamment, où ils dominent économiquement certaines régions sans avoir les ennuis de la gérance administrative. Elle n'ignore pas que c'est à l'Amérique que l'Abyssinie a adjugé l'important aménagement du lac Tana ; elle suit, non sans alarme, l'action du Japon en Abyssinie. Partout, elle ne voit que des rivaux qui s'efforcent de lui barer la route. » (*Le Temps*, 21 avril 1934).

(3) Ceci, lu après la conquête au moyen des gaz asphyxiants et de l'ypérite, ne manque pas d'ironie.

En réalité, depuis bien longtemps, bien avant qu'il y eût un Mussolini au pouvoir, l'Italie convoitait le territoire éthiopien. On pouvait, en effet, lire dans le *Temps* du 18 février 1885 : « D'une lettre d'Arabie sur les Italiens dans la mer Rouge : Le massacre de l'expédition du malheureux voyageur Bianchi vient servir à souhait les projets de l'Italie, qui ne pouvait profiter d'un prétexte plus patriotique pour occuper, à côté des possessions anglaises et françaises dans la mer Rouge, un territoire qui la mettra en relation directe avec l'Abyssinie. » (Reproduit par le *Temps* du 18 février 1935).

C'est alors que l'Italie s'installa à Massaua et ce fut le début de la colonisation de l'Erythrée.

Stanley, passant à Milan en 1886, avait dit aux Italiens : « L'Ethiopie peut devenir votre grenier ». La leçon ne fut pas perdue. En 1896, l'Italie tenta sa chance, mais la défaite d'Adoua la força à différer la réalisation de ses projets. Quarante ans plus tard, elle parvenait enfin à son but.

LE « CASUS BELLI ».

Cette occasion attendue avec tant d'impatience, ce *casus belli* qu'on recherchait, ce fut l'affaire d'Oualoual, arrivée si bien comme marée en carême qu'on peut parfaitement supposer qu'elle fut provoquée.

L'affaire d'Oualoual, survenue les 23 novembre et 5 décembre 1934, n'a pas plus d'importance comme cause de la guerre italo-éthiopienne que n'en eut l'affaire de Serajevo dans la guerre de 1914-1918 ; elle ne fut que le prétexte permettant l'invasion et la conquête. Elle autorisait l'Italie à dire que ses colonies voisines n'étaient pas en sécurité et qu'une intervention militaire s'imposait.

D'autre part, comme l'Italie n'a jamais dissimulé son appétit de territoires pour parer à sa surpopulation, la presse présenta l'Ethiopie comme un pays qui s'était agrandi par des guerres de conquête, mais dont ni l'économie ni le chiffre de la population ne justifiaient la possession de colonies ; « l'Italie, par

contre, en a besoin pour sa population croissante et sa vie économique », disait le *Giornale d'Italia* (*Le Temps*, 14 août 1935).

L'ITALIE INVOQUE SA SURPOPULATION

ET PROCLAME LA NÉCESSITÉ

DE SON EXPANSION.

On emplirait un volume des affirmations faites par l'Italie, non seulement de sa surpopulation, mais aussi, conséquence naturelle, de la nécessité de la conquête de territoires pour se procurer de nouveaux moyens d'existence. Mais je dois me borner à en citer quelques-unes. Dans les unes et les autres, reviennent comme autant de *leitmotive* les raisons réelles de la guerre qu'on prépare ou qu'on fait (selon l'époque de l'affirmation) : revendication d'une « place au soleil », « besoins vitaux » à satisfaire, décongestionnement de la péninsule, champs de travail pour y exporter le surplus de sa population, terres à exploiter, débouchés pour l'industrie, approvisionnement en matières premières, etc. Le tout présenté comme une question de vie ou de mort pour le peuple italien.

Voici, par exemple Mussolini qui, répondant à la question d'un interviewer du *Daily Mail* : « Quelles sont vos raisons pour annexer l'Éthiopie ? » dit : « Notre population atteint 44 millions d'âmes pour une superficie d'environ la moitié de celle de la France. Nous avons mis en valeur toutes les régions autrefois malsaines. Nous ne trouvons en Libye qu'un territoire limité. L'Éthiopie nous offre des débouchés considérables ». (*Le Temps*, 27 août 1935).

Un peu plus tard, c'est à un rédacteur du *Matin* qu'il déclare : « L'Italie ira tout droit dans ce qu'elle considère comme le juste et aussi comme ses nécessités vitales... Nous avons dit, nous autres, avec franchise, ce que nous voulions obtenir par cette opération coloniale. Notre sécurité d'abord et des possibilités d'expansion pour un peuple prolifique qui,

ayant cultivé sur sa terre souvent ingrate tout ce qui était cultivable, ne veut pas cependant mourir de faim. » (*Le Temps*, 18 septembre 1935.)

Dans une étude démographique publiée à la fin de 1935, l'*Agenzia d'Italia* faisait remarquer que, depuis 1871, la population italienne a augmenté de 16 millions 545.000 personnes et que si ce rythme d'accroissement se maintient, l'Italie aura bientôt deux fois plus d'habitants qu'en 1871 : « 50 millions d'êtres se trouveront donc avant 1950 sur un territoire dont la superficie, par rapport à celle de 1871, n'a augmenté que de quelques kilomètres carrés. On doit se rendre compte immédiatement que dans peu d'années, un peuple de 50 millions, un peuple comme l'italien, volitif, énergique, qui a à un degré extrême la force d'expansion, serait contraint d'étouffer sur un territoire de 310.777 kilomètres carrés, qui de plus est privé en grande partie des ressources naturelles constituant la base de l'économie moderne ». Le dynamisme de l'Italie, concluait l'*Agenzia d'Italia*, la pousse sur la voie de la colonisation. (*Le Temps*, 6 octobre 1935).

L'envoyé du *Temps* en Éthiopie relate qu'un colonel de l'armée d'expédition disait, entre autres choses, un soir, devant les correspondants de guerre réunis : « Vous avez fermé vos frontières à notre émigration. Nous ne pouvons plus franchir l'Atlantique. Nous ne pouvons plus passer les Alpes. Avec notre excédent annuel de natalité de près de 500.000 âmes, nous sommes forcés de jeter nos regards vers l'Afrique. » (*Le Temps*, 12 octobre 1935).

Enfin voici le problème posé sans ambages. A l'occasion de la campagne de certains Anglais pour une répartition générale des matières premières, le *Giornale d'Italia*, dit le *Temps*, expose que « la possession de colonies est une nécessité vitale pour une grande puissance. En particulier, il estime que les besoins reconnus de l'Italie ne sauraient être satisfaits d'une manière différente, car elle a utilisé toutes les possibilités de colonisation intérieure et elle est arrivée à une densité de 140 habitants par kilomètre carré, sans posséder les richesses minières de l'Angleterre, ni les richesses agricoles de la France. Pour ce journal, un commerce plus libre des matières premières

n'apporterait pas une solution suffisante, d'autant plus que le problème des matières premières reste lié à celui des paiements internationaux. D'autre part, les colonies ne représentent pas seulement une source de matières premières, mais également un débouché pour les exportations de produits manufacturés. Elles offrent également des possibilités de placement pour l'épargne nationale et enfin des territoires pour l'expansion démographique. L'Italie insiste sur ce dernier point. Le *Giornale d'Italia* relève qu'il existe en Ethiopie de vastes territoires salubres, fertiles et riches, mais dévastés par les razzias et l'esclavage, que la densité de la population n'est que de 6 habitants par kilomètre carré, enfin que le peuple italien est prêt à tous les sacrifices, à toutes les fatigues pour obtenir du travail et du pain ». (*Le Temps*, 9 février 1936).

Dans ces déclarations, on parle parfois, en passant, d'assurer, par cette nouvelle conquête, la sécurité des possessions italiennes en Afrique, mais cela c'est la simple conséquence logique du « providentiel » *casus belli* d'Oualoual, de la spontanéité duquel personne n'est dupe, — du moins parmi ceux qui sont au courant des procédés de la « haute » politique internationale. On a même parlé, au début, en Italie, de la guerre éthiopienne comme d'une « guerre de défense ». Mais, cette formule ne rencontrant aucun succès, on n'a pas insisté...

Ceci dit, on est bien obligé de constater que le motif profond et réel de l'invasion de l'Ethiopie par les armées italiennes est franchement, brutalement même, exposé par les porte-parole du gouvernement italien.

TÉMOIGNAGES.

De petits faits détachés, constatés par des observateurs de la guerre, confirment et illustrent les affirmations précédentes.

M. Claude Blanchard, envoyé du *Petit Parisien* déjà connu par une enquête en Italie même, dit, décri-

vant les ouvriers italiens débarqués à Massaoua pour exécuter des travaux militaires : « On ne peut s'empêcher d'admirer le courage de ceux qui viennent de si loin, gagner au prix de telles misères le pain qu'ils ne trouvent plus au pays. Là, on touche du doigt beaucoup mieux que dans le Vomero de Naples ou dans le Transtevere romain les conditions précaires d'existence du prolétariat italien ». (*Le Petit Parisien*, 1^{er} octobre 1935).

Voici encore une reconnaissance de la surpopulation italienne, et qui frise le cynisme : celle de M. Paul Genzison, correspondant de guerre du *Temps* en Ethiopie, qui connaît bien l'Italie, puisqu'en temps ordinaire il est correspondant de Rome de ce journal : « Pour réussir l'entreprise [la marche sur Adoua], il fallait une troupe prête à toutes les privations, prompte à tous les sacrifices. Les ouvriers et les paysans de l'Italie centrale, habitués dès leur enfance, en raison même de la surpopulation dont souffre la péninsule, à se contenter de peu, à manger sobrement, à vivre à la dure, s'adaptèrent admirablement à l'opération. » (*Le Temps*, 3 novembre 1935).

PRÉTEXTES IDÉALISTES ET MOTIFS RÉELS

Cependant, il ne saurait y avoir de guerre sans un enjolivement idéaliste de son motif. C'est de rigueur pour qu'elle paraisse respectable, ne fût-ce qu'aux yeux de celui qui la fait. Même dans cette guerre d'une nature si clairement surpopulatoire, nous trouvons déployé l'étendard idéaliste : l'Italie fait la guerre pour la Civilisation contre la Barbarie... Toutefois, il faut reconnaître que Mussolini n'a guère abusé de ce camouflage. Aussi le *Popolo di Roma* a-t-il pu dire justement : « Nous sommes des réalistes inguérissables et nous croyons que dans les grandes questions internationales, une seule réalité existe : les intérêts. Les idéaux, le prestige ne sont que des intérêts masqués. Tout devient clair si l'on renonce à ces travestis ». (*Le Temps*, 18 avril 1936).

Sûrement, Mussolini ne démentirait pas cette déclaration. Il a fait un emploi relativement discret des

formules « civilisation contre barbarie », « peuple supérieur contre peuple inférieur », « l'Ethiopie dernier rempart de l'esclavage » et autres *slogans* justificatifs. D'ailleurs, ce furent là surtout des adjuvants dans sa polémique avec l'Angleterre et la Société des Nations. Il a préféré faire un large usage du vrai motif de la guerre italo-éthiopienne, motif sordide en vérité, mais qu'il ne pouvait invoquer qu'avec avantage, puisque tout le monde le considère comme légitime : l'Italie féconde, nécessité de l'expansion, place au soleil, 44 millions d'Italiens crevant de faim devant des nations gavées de colonies, etc., — toute la rhétorique qui découle du « coup de plantoir » (4).

C'est le réalisme, autant dire le cynisme, du motif invoqué par Mussolini pour mener la guerre contre l'Ethiopie qui rend l'exemple de celle-ci précieux pour le militant du pacifisme scientifique. Car ce motif est réel.

Il faut reconnaître que les affirmations du Duce ont été à peu près partout bien accueillies — sauf en Ethiopie, naturellement. L'Angleterre elle-même a reconnu le principe de sa revendication comme légitime ; c'est surtout à propos de la manière de la faire triompher qu'elle a querellé l'Italie. Il est vrai que cette revendication a des bases incontestables. Mais ce qui fait mal augurer de l'avenir de la paix universelle, c'est précisément de voir ces bases, ces raisons, ces motifs généralement admis comme légitimes, même chez la plupart des pacifistes.

ÉTAT PSYCHOLOGIQUE A L'INTÉRIEUR

DU PAYS SURPEUPLÉ

Cette guerre comporte un enseignement particulièrement précieux en ce qu'elle montre l'état d'esprit propice à la guerre que crée la surpopulation.

(4) Expression laudative du surpopulateur Paul-Hyacinthe Loyson.

A ce point de vue, les correspondances du représentant du *Temps* à Rome constituent d'excellents documents. Un peu avant la déclaration de guerre, il relatait ainsi cet état d'esprit du peuple italien : « Ce que l'on peut dire, c'est que cette guerre coloniale, si elle éclate, sera plus populaire qu'aucune guerre coloniale ne l'a été. Elle ne sera pas celle d'une classe, d'un courant politique, d'un gouvernement, d'un ministère, d'une clique. Elle sera, si l'on veut, celle du Duce, mais du Duce en tant que représentant la volonté, l'énergie, la ténacité et le sens des réalités du peuple italien. Elle ne sera pas une guerre de politiciens, de fonctionnaires, de coloniaux ou de militaires, elle sera la guerre de la nation. La moitié des troupes parties en Afrique orientale se composait de volontaires. »

Et un peu plus loin, le correspondant en question ajoutait : « C'est un peuple en marche. Quelles sont les forces profondes qui le poussent ? *La pauvreté, la surpopulation en un mot, les conditions dures dans lesquelles se trouve le peuple italien depuis l'époque où les autres pays ont fermé les portes à son émigration.* Ajoutons à cette contrainte des faits l'action de la psychologie latine. L'Italien souffre de tout ce qui manque à sa famille. Il se demande ce que vont devenir ses enfants. Il a le sens du précaire. Il a l'anxiété du lendemain. C'est pourquoi il accepte la guerre qui vient comme une nécessité tragique. Ce n'est pas une guerre « fraîche et joyeuse », *c'est une guerre de nécessité.* Elle n'est pas dictée par le désir d'exploiter des richesses, ce n'est pas une guerre capitaliste, *c'est une guerre de paysan qui cherche la terre* ». (*Le Temps*, 5 août 1935).

Sur cet état d'esprit des masses souffrantes, se greffe l'excitation dispensée par ceux des bellicistes qui, disposant du verbe, s'en arment lâchement pour assurer et hâter le déclenchement de la guerre. « Les armées de la plume, plus féroces que les autres : car elles ne risquent rien », a dit justement Romain Rolland dans *Au-dessus de la Mêlée*. C'est ainsi qu'on a vu le général Grazioli, à l'Institut d'Etudes romaines, exalter, comme des exemples de grandeur de la race, « Rome antique toujours en guerre » et la figure de l'impérialiste Scipion l'Africain. Le pitre futu-

riste Marinetti, essayant de racoler les écrivains et les artistes, les assurait que « la guerre africaine est la manière la plus synthétique de vivre sa propre vie » — et d'anéantir celle d'autrui ; tandis que Sa Suavité Gabriele d'Annunzio, mettait une fois de plus emphatiquement en lumière son âme de vieux carnassier sadique : « Que chaque cartouche italienne corresponde aujourd'hui à un homme mort ! » osait-il écrire en désignant ces malheureux Ethiopiens, indubitablement victimes d'une agression de la part de l'Italie.

ÉTAT PSYCHOLOGIQUE A L'EXTÉRIEUR. — RIVALITÉS ET JALOUSIES INTERNATIONALES.

C'est un fait bien connu que toute entreprise coloniale, de même que toute possession de colonies, éveille des sentiments d'égoïsme national et de jalousie dans des pays qui se considèrent comme lésés par ces annexions de territoires.

Dans les visées impérialistes de l'Italie, dans les rodomontades de Mussolini au sujet de la reconstitution du vieil Empire romain, — rodomontades qui seront mises à exécution si la surpopulation italienne, amoindrie pour un temps par la conquête de l'Ethiopie, s'enfle de nouveau, — l'Angleterre a distingué une menace pour son propre empire. Dès le début du conflit, elle comprit qu'en cas de victoire italienne, elle ne serait plus maîtresse de la route des Indes ; que ses relations commerciales avec l'Ethiopie, fort importantes, seraient anéanties ; que la possession par l'Italie du lac Tana, source d'approvisionnement en eau du Soudan anglo-égyptien et de l'Egypte, mettrait à la merci du vainqueur l'agriculture de ces pays, ses tributaires. « Les eaux du lac Tana seront rouges du sang de ceux qui essaieront de nous le reprendre », a dit le général Starace au lendemain de sa conquête. (*Le Temps*, 21 avril 1936).

Une querelle s'est en conséquence élevée entre l'Italie, « puissance affamée », selon le mot de l'*Economist* de Londres, et l'Angleterre, « nation gavée de

territoires », a dit Mussolini, — une querelle qui fut sur le point de se transformer en guerre anglo-italienne, laquelle aurait pu s'étendre à d'autres nations. Ce n'est peut-être, au surplus, que partie remise.

Il est à remarquer, d'autre part, que si, à l'extérieur, l'entreprise coloniale d'une nation suscite des réactions dangereuses pour la paix, celles-ci, à leur tour, renforcent les dispositions belliqueuses de la nation que sa surpopulation a jetée dans la guerre.

Le correspondant du *Temps* à Rome, quelque temps avant la déclaration de guerre, notait l'effet d'exaspération du sentiment nationaliste italien, de renforcement de la cohésion nationale et, en définitive, d'adhésion générale à la guerre engendré par l'opposition anglaise. Il concluait : « En somme, l'attitude de Londres révolte. On la juge instinctivement comme si l'Angleterre, nation riche, satisfaite, travaillant peu, aspirant la richesse du monde, voulait empêcher l'Italie, nation pauvre, prolétaire, laborieuse, d'avoir sa place au soleil ; en un mot, comme si l'Angleterre niait tout droit à la vie à l'Italie ». (*Le Temps*, 5 août 1935).

Le Japon, le pays le plus surpeuplé du monde, n'est pas satisfait, lui non plus, de se voir enlever le marché éthiopien, où il faisait des affaires considérables, et aussi l'exutoire à sa population que représentait l'Ethiopie, où il lui était permis d'établir à titre permanent des colonies agricoles. Les Japonais, qui trouvaient là une libre colonie de peuplement, doivent maintenant faire place à la colonisation d'Etat italienne.

LA SURPOPULATION TUEUSE DE LIBERTÉ — FASCISME ET IMPÉRIALISME.

La surpopulation extrême entraîne la mort de la liberté sous tous ses aspects. Elle a pour conséquence l'instauration d'une autorité tyrannique. L'impossibilité d'assurer à tous le travail et la subsistance, la crainte des émeutes, la perspective de la guerre que le gou-

vernement du pays surpeuplé sera amené à faire un jour pour sortir de la situation (qu'il a généralement aggravée par ses encouragements à la proliféricité), conduisent à la dictature franche ou larvée.

Nous en avons un exemple frappant dans le cas de l'Italie. Et c'est avec raison que le *Giornale d'Italia* disait : « L'Allemagne, le Japon et l'Italie ont voulu avoir des gouvernements qui possèdent le contrôle de toutes les énergies nationales, car ces trois pays n'ont pas trop de toutes leurs forces coordonnées pour surmonter l'insuffisance d'espace et pour trouver des débouchés nouveaux ». (*Le Temps*, 8 janvier 1936).

Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que disait plus tard le correspondant de Rome du *Temps* : « Dès le début du régime mussolinien, les théoriciens de la doctrine fasciste ont eu tendance à considérer la dictature moins comme un régime absolutiste que comme préparation d'empire. Un journal ultra-fasciste porta même, pendant plusieurs années, le titre d'*Impero* ». (*Le Temps*, 9 mai 1936).

Le fascisme fut un produit réactionnel de l'ébauche de révolution communiste italienne, conséquence immédiate de la guerre de 1914-1918, qui elle-même avait été engendrée par la surpopulation européenne, dans laquelle l'Italie avait sa grande part. Il est par suite compréhensible que le fascisme ait été en même temps une préparation à l'empire et donc à la guerre, nécessité issue de la surpopulation italienne, l'autre terme de l'alternative étant la permanence de la misère avec son cortège de maux individuels et sociaux.

Mais la misère collective, effet de la surpopulation, mène aussi, finalement, à la guerre. L'homme moyen estime alors que la vie ne vaut plus la peine d'être vécue et qu'à la guerre il n'a rien à perdre et a tout à gagner.

UN SCANDALE DEVANT LA RAISON ET LA JUSTICE : LES JUSTIFICATIONS EXTÉRIEURES DE LA GUERRE DE SURPOPULATION.

Ce qui est révoltant de stupidité et de cruauté à la fois, et tantôt d'hypocrisie, tantôt de cynisme, c'est,

de la part de ceux qui ont compris que la surpopulation est la cause primordiale de la guerre, l'admission de ce motif, comme d'une chose qui va de soi, pour justifier l'assassinat froidement conçu, délibérément accompli, de populations entières et l'invasion de leur territoire.

De cette aberration, la guerre italo-éthiopienne nous offre un exemple remarquable, d'une ampleur jusqu'ici inégalée.

Déjà, les tractations plus ou moins secrètes qui eurent lieu entre les gouvernants anglais et français avant la déclaration de guerre, et dont les pourparlers Laval-Hoaresont les plus notoires, en vue d'assurer, aux dépens de l'Ethiopie, certains avantages à l'Italie, — ces tractations équivalaient à la reconnaissance, non seulement des besoins territoriaux de l'Italie comme conséquence de la surpopulation italienne, mais aussi du droit de toute nation qui se livre à l'intempérance génésique à intervenir dans les affaires d'un autre pays, à lui ravir certains de ses moyens d'existence et la libre disposition de lui-même.

Mais, de cela, les hommes politiques et les journaux nous ont apporté d'autres témoignages. Il est bon d'en mettre quelques-uns, notés au hasard des lectures, sous les yeux du public.

Certaines de ces affirmations constatent simplement le *besoin* de l'expansion, c'est-à-dire un fait. Ce fait aurait pu être déploré, on aurait pu en rechercher la cause initiale, laquelle aurait pu être combattue. Est-il nécessaire de dire que si dans la presse j'ai rencontré à profusion la constatation de ce besoin, — qui équivaut pour nous à la reconnaissance de la surpopulation comme cause de guerre, — jamais je n'y ai trouvé cette sorte de commentaires qui, en bonne logique, eussent dû la suivre ?

Mais ce qui est pire que le simple *constat* du besoin sans plus, c'est la *justification*, la *légitimation* de toute entreprise militaire née du besoin d'expansion qui résulte de la surpopulation. De ces justifications imbéciles ou criminelles, nous ne manquons pas d'exemples. En voici quelques-uns :

« ...Une expansion coloniale qui lui [à l'Italie] tient *légitimement* à cœur ». (J. Paul-Boncour, dans la

Tribune des Nations, cité par le *Petit Parisien*, 1^{er} août 1935).

« Je me refuse à croire... qu'un règlement *équitable* ne puisse intervenir qui assurerait à l'Italie les satisfactions auxquelles elle peut *légitimement* prétendre. » (Pierre Laval, président du Conseil des ministres, représentant la France au Conseil de la Société des Nations. *Le Temps*, 6 septembre 1935).

Dans une lettre au *Times*, le 5 juillet 1935, Sir Edward Grigg, ancien gouverneur du Kenya, rappelle « les *droits* de l'Italie *surpeuplée* à une expansion africaine ». (*Le Temps*, 15 novembre 1935).

« Les Italiens... ont l'ambition *parfaitement compréhensible* de développer leurs positions en Afrique. » (Wladimir d'Ormesson, *Le Temps*, 14 septembre 1935).

« Encore une fois, les revendications italiennes en Abyssinie nous paraissent *fondées*. » (Wladimir d'Ormesson, *Le Temps*, 18 décembre 1935).

Dans une résolution, l'Union des Combattants France-Italie (2.600.000 anciens combattants français) « souhaite que l'Italie puisse obtenir avec le minimum de sacrifices les satisfactions d'ordre colonial auxquelles elle aspire *légitimement*. » (*Le Temps*, 10 octobre 1935).

Des délégations des associations nationales d'anciens combattants de France, d'Angleterre et d'Italie se réunissent en novembre 1935, à Paris, pour discuter de la situation internationale créée par le conflit italo-éthiopien et votent une résolution dans laquelle on lit : « Reconnaisant le *juste* besoin d'expansion de l'Italie... » (*Le Petit Parisien*, 19 novembre 1935).

Ces deux dernières émissions d'opinion sont particulièrement significatives. Voilà des victimes de la guerre de 1914-1918, guerre due à la surpopulation européenne, qui admettent la justice des exigences d'un pays motivées par sa surpopulation, et qui pis est, par sa surpopulation consciemment aggravée par ses dirigeants.

Ignorance, inconscience chez les uns, canaillerie chez les autres, l'existence de celles-là permettant les

agissements de celle-ci ! Comment veut-on qu'avec une telle mentalité générale la guerre prenne jamais fin ?

RESPONSABILITÉ DE LA SURPOPULATION :
GOVERNANTS ET GOUVERNÉS. — SURPO-
PULATION NATURELLE ET SURPOPULATION
PROVOQUÉE.

La reconnaissance par maintes nations et maints individus, en faveur de l'Italie, du *droit*, justifié à leurs yeux par le fait de sa surpopulation, à envahir le territoire d'une nation plus faible, — cette reconnaissance est une offense à la raison et à la justice. Ne parlons pas de cœur : cela n'a pas cours en matière de lutte pour l'existence !

Non moins révoltant est le fait que cette surpopulation, qui est évidemment, *en dernière analyse*, à mettre au compte du peuple italien (5), non de ses gouvernants, fut enflée délibérément par Mussolini, — toujours avec l'assentiment du peuple, car ce n'est pas le dictateur qui engrosse les femmes d'Italie... La surpopulation d'un pays n'est à mettre au seul compte des gouvernants que dans la mesure où ils offrent des « encouragements » aux reproducteurs. Et encore ! Nul n'est obligé de les écouter.

Donc, si folle ou criminelle qu'ait été la politique démographique bien connue du Duce et de l'état-major fasciste, le peuple italien lui-même ne saurait échapper à la responsabilité qui lui incombe incontestablement. Mensonges idéologiques et appâts pécuniaires lui ont été prodigués pour l'inciter à une reproduction effré-

(5) En employant, pour simplifier et être compris de tout le monde, l'expression courante : *peuple* italien, je mets hors de cause, bien entendu, les individus italiens qui ne se livrent pas à l'intempérance génésique.

née, c'est exact ; mais, en cette matière, il n'est pas de dictateur qui puisse contraindre les hommes à agir contre leur propre volonté si celle-ci est contraire à la sienne.

Non seulement aucun ordre ne saurait faire cela sans la bonne volonté des hommes, mais la raison devrait les retenir de se reproduire immodérément alors que le pays est déjà fortement surpeuplé et que l'alternative qui en conséquence les confronte, ainsi que ceux qui dépendent d'eux, est la misère ou la guerre.

L'action du belliciste n'en est pas moins à flétrir qui consiste à inciter le peuple qui l'écoute, à enfler la surpopulation naturelle de la nation. Si le belliciste ne se borne pas à placer l'orgueil national dans les faits d'armes de l'armée, mais également dans la prolificité du peuple, c'est qu'il sait bien que surpopulation et guerre sont inséparables. C'est qu'il n'ignore pas qu'en définitive il trouvera dans la guerre que causera un jour ou l'autre la surpopulation, les lauriers sanglants qu'il recherche pour sa gloire et sa satisfaction sadique — pourvu qu'il mène bien son jeu. Car le belliciste d'envergure, tel Mussolini, est un joueur, un risque-tout. Cela encore, la guerre italo-éthiopienne nous l'enseigne.

LA CURÉE.

L'Ethiopie est maintenant une colonie italienne, — une colonie d'une superficie quatre fois plus grande que celle de la métropole.

L'heure de la curée a sonné.

Le but de la conquête a été nettement exposé par le correspondant romain du *Temps* : « Le plan italien, dit-il, paraît s'inspirer des trois principes directeurs suivants. Premièrement : les territoires italiens d'Afrique orientale, d'une étendue cinq fois et demie plus grande que celle de la péninsule, *devront absorber l'excès de la population métropolitaine, qui autrefois était forcé de gagner sa vie dans l'émigration.* Deuxièmement : l'Ethiopie *devra fournir à l'Italie les matières premières qu'elle possède en excès et lui per-*

mettre de la sorte d'échapper définitivement à toute servitude économique. Troisièmement : l'Ethiopie *devra absorber les produits industriels italiens.* En d'autres termes, l'Italie considère l'Ethiopie, d'un côté comme *une terre devant lui fournir la possibilité de régler quelques-unes de ses difficultés découlant de son abondante natalité et de son manque de matières premières,* de l'autre comme *un pays constituant pour son industrie et son commerce un excellent débouché.* » (*Le Temps*, 7 juillet 1936.)

Jamais plus complet programme de parasitisme colonial n'a été condensé en aussi peu de mots !

Certaines parties de l'Ethiopie sont insalubres et incultivables ; ce sont les terres basses ; mais il existe aussi de vastes étendues de terre arable, les terres hautes, où l'Italien pourra s'acclimater ; au total, 50 millions d'hectares de sol cultivable. Les céréales, les légumineuses, le café, la canne à sucre, les arbres fruitiers, les plantes oléagineuses, le coton, les bois de construction et d'ébénisterie sont les principales cultures. D'énormes ressources minières procureront à l'Italie de l'or, du platine, de l'argent, du cuivre, du fer, du plomb, du nickel, du manganèse, du mercure. Elle y trouvera du soufre, du mica, des nitrates, du charbon et du pétrole. Enfin, le cheptel éthiopien compte 20 millions de têtes de bétail.

On conçoit que Mussolini ait pu déclarer à un représentant du *Daily Mail* : « L'Italie se compte désormais parmi les nations rassasiées. » (*Le Temps*, 8 mai 1936.)

Jusqu'à nouvel ordre, naturellement. Un nouvel état de surpopulation commandera un jour l'extension de l'empire.

En attendant, les Italiens vont bientôt pouvoir mieux vivre aux dépens d'une dizaine de millions d'indigènes, dont ils ont déjà supprimé un certain nombre par les moyens les plus abjects : bombes, gaz asphyxiants et ypérite.

Au début de la guerre, une dépêche Havas d'Asmara disait, au sujet du Tigré : « La région, qui est extrêmement fertile, est formée de hauts plateaux. De nombreux soldats et ouvriers ont exprimé déjà l'intention

de s'établir dans cette région. » (*Le Petit Parisien*, 11 octobre 1935.)

Des faits de ce genre s'ajoutent à ceux qui établissent déjà péremptoirement le caractère de guerre de surpopulation de la guerre italo-éthiopienne. Elle a, dès l'origine, fait naître l'espérance d'une vie meilleure chez un peuple qui, à cause de son intempérance génésique, ne mangeait pas à sa faim, et la conquête a fortifié cet espoir.

Cette dernière était accomplie lorsque le correspondant de Rome du *Temps* mandait à son journal : « Des dizaines de milliers de soldats et d'ouvriers, partis pour l'Afrique orientale, sont prêts à y rester. En effet, prévoyant la victoire, le gouvernement a proposé la signature d'un contrat d'établissement à tous les volontaires qui demandaient de participer à l'expédition. La plupart ont accepté, si bien que la colonisation romaine de l'Éthiopie peut commencer immédiatement. » (*Le Temps*, 10 mai 1936.)

Parmi les choses que recherche un vieux pays surpeuplé dans une colonie, il en est une autre à laquelle songe l'Italie : le « matériel humain » nécessaire à son plus grand impérialisme de demain. A ce sujet, le susdit correspondant écrivait : « Rien ne lui [à l'Italie] sera plus facile que de trouver dans la population abyssine les éléments d'une grande armée de couleur. » (*Le Temps*, 10 mai 1936.)

L'Italie a déjà fait, dans cette guerre, une grande consommation de matériel humain indigène avec la peau des Ascaris et des Somalis. Quant à l'armée de couleur éthiopienne, elle est en voie de constitution. Le même correspondant disait un peu plus tard : « Aujourd'hui même, en l'honneur du 24 mai [20^e anniversaire de l'entrée de l'Italie dans la guerre de 1914-1918], défilèrent pour la première fois à Addis-Abeba les contingents de la Jeunesse éthiopienne du Licteur, enrôlés et encadrés en quelques jours sous la direction de sous-officiers ascaris. » (*Le Temps*, 25 mai 1936.)

Le même jour, à Rome, défilait sur la Via del Impero une légion de 1.200 jeunes Arabes venus de Libye et appartenant à la formation militaire dite Jeunesse arabe du Licteur. (*Ibid.*)

Enfin, le *Times* révélait récemment que l'Italie procédait à un recrutement intensif sur le territoire occupé et que son but est de former une armée indigène de 100.000 hommes, qui sera la plus nombreuse armée noire en Afrique. (*Le Temps*, 8 août 1936.)

IGNORANCE ET IMPUISSANCE DES PACIFISTES.

Dans la recherche des causes de la guerre et des moyens de la paix, les pacifistes se montrent en général d'une insigne incompréhension. Tel fut une fois de plus le cas à propos de la guerre italo-éthiopienne.

Voici par exemple Karl Radek qui, en juillet 1935, dans les *Izvestia*, « exprime la réprobation des Soviétiques pour la politique coloniale du gouvernement italien ». (*Le Temps*, 26 juillet 1935.)

À l'assemblée de la Société des Nations du 10 octobre 1935, le représentant soviétique, M. Potemkine, « condamne avec force la politique d'expansion qui est à l'origine du conflit actuel et constitue un danger pour l'humanité ». (*Le Petit Parisien*, 11 octobre 1935.)

Des mots, des mots ! Rien de plus.

On trouverait à profusion d'identiques expressions de *sentiments* chez les pacifistes de France, d'Angleterre et d'ailleurs.

Quant à la cause initiale de cette politique d'expansion, les pacifistes sont muets. C'est cependant cette cause du mal qu'il faudrait combattre, si l'on voulait vraiment abolir la guerre. Et si quelques-uns ne sont pas muets, ils s'abstiennent de l'action sans laquelle la théorie est lettre morte.

En réalité, ce qui est « un danger pour l'humanité », c'est l'ignorance des pacifistes, socialistes ou autres, quant à la cause déterminante de la guerre, et par suite leur inertie à cet égard.

Cette ignorance de la cause de la guerre ou l'absence de volonté de la découvrir se retourne même très nettement contre le dessein du pacifisme, la paix, quand le pacifiste donne une prime à la surpopula-

tion. Rendant compte d'un débat à la Chambre des Communes sur le sujet qui nous occupe ici, le correspondant londonien du *Temps* disait : « M. Lansbury, parlant au nom du Labour Party, estime qu'il faut faciliter l'expansion pacifique de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne. A cette fin, il conseille de réunir la Conférence économique mondiale. » (*Le Temps*, 3 août 1935.)

Autrement dit : Ne vous gênez pas, messieurs les surpopulateurs. Quand vous aurez bien encombré le monde et que vous nous menacerez à cause de votre misère, nous vous donnerons tout ce que vous désirerez. Après quoi vous aurez toute licence de continuer à vous livrer à votre sport favori.

M. Lansbury est socialiste, mais chrétien avant tout, comme tant de socialistes anglais. En conséquence, la prolificité humaine est pour lui chose sacrée. Les nations les moins surpeuplées, les plus prévoyantes, doivent donc s'incliner devant les plus surpeuplées, où — comme en Italie — on remplit le plus amplement possible, à la gloire de « Dieu », le « devoir » de procréation. Entre l'activité réfléchie qui mène scientifiquement à la paix et l'action instinctive qui mène à la guerre, c'est celle-ci qui a son assentiment, sans peut-être même qu'il s'en rende compte, tant son ignorance et sa superstition sont grandes.

Le « pacifisme » d'un marxiste tel que Radek, celui d'un chrétien tel que Lansbury, quoique l'un et l'autre soient animés des meilleures intentions, sont aussi dangereux que le bellicisme puisqu'ils aboutissent au même résultat que ce dernier.

Autre aspect de la « résistance » à la guerre. Avant la déclaration de guerre à l'Ethiopie, on a pu lire ceci : « Le Bureau international pour l'Unité socialiste révolutionnaire, qui s'est réuni hier à Letchworth, en Angleterre, a adopté une résolution se rapportant au différend actuel entre l'Italie et l'Ethiopie, et dans laquelle il est dit que les partis socialistes révolutionnaires de dix pays étaient prêts à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la défaite de l'Italie si celle-ci déclarait la guerre à l'Ethiopie. Le Bureau international fait aussi appel à tous les socialistes du monde entier pour qu'ils organisent immédiatement le

boycottage général de toutes les marchandises italiennes et pour que les dockers refusent de procéder au chargement des bateaux transportant des armements et munitions à destination de l'Italie. » (*Le Temps*, 13 août 1935.)

Quelle suite a reçue cette menaçante résolution, d'un pacifisme si énergique ? — Aucune suite : le néant le plus absolu.

Si ses auteurs avaient eu connaissance du pacifisme scientifique, ils auraient su qu'une telle résolution était vouée au plus lamentable échec, — particulièrement en temps de « crise » mondiale (prétendue crise qui est en réalité un appauvrissement général dû à la surpopulation mondiale) — et ils se seraient abstenus de préconiser un « moyen de paix » qui n'en est pas un.

La vérité est qu'on n'arrête pas une guerre en gestation alors que sa cause est, comme ce fut évidemment le cas pour l'Italie, une surpopulation poussée à l'extrême.

C'est pour la même raison que les inefficaces « sanctions » du pacifisme officiel, celui de la Société des Nations, ont été elles-mêmes sanctionnées par une si retentissante faillite. Les sanctions économiques et financières — incomplètement appliquées, comme c'était fatal — ont été inopérantes. Pour atteindre à l'efficacité, il eût fallu aller jusqu'à des sanctions de force, militaires et navales, d'où une autre guerre fût sortie. Toujours la guerre pour en finir avec la guerre, éternellement !

LE DROIT A L'AGRESSION.

A propos des sanctions, Mussolini disait en octobre 1935, lors de la « mobilisation civile fasciste » : « C'est un peuple de 44 millions d'âmes contre lequel on essaie de consommer l'injustice la plus noire, celle de nous ôter notre place au soleil ». (*Le Temps*, 4 octobre 1935.) Et, à l'occasion des grandes manœuvres de 1936, à Avellino, il qualifiait l'agression de l'Italie

à l'égard de l'Éthiopie : « une des plus justes guerres que l'Histoire rappelle ». (*Le Temps*, 1^{er} septembre 1936.)

De même, au cours d'une séance du Sénat italien, le grand-amiral Thaon de Revel proposait une résolution qui fut acclamée et proclamait « la légitimité absolue de l'action de défense et de civilisation en Afrique orientale pour les suprêmes exigences de vie, de sécurité et d'avenir affirmées par la parole auguste du souverain lui-même ». (*Le Temps*, 11 décembre 1935.)

Le roi-fantôme avait en effet déclaré le 1^{er} novembre 1935, à la Cité universitaire de Rome : « L'Italie ne demande pas autre chose que de pouvoir vivre la plénitude de sa vie. » (*Le Temps*, 2 novembre 1935.)

La formule est belle — en littérature — mais on voit où elle conduit. Et qu'on imagine chaque nation manifestant une identique prétention. Le résultat serait le même que si, dans la société, chacun des individus la composant voulait vivre « la plénitude de sa vie » sans se soucier des autres. C'est d'ailleurs ce que font, pour leur part, les brutes prolifiques.

Ainsi, dans les propos précités, l'agression se transforme en une défense et l'assassinat, par la guerre aéro-chimique, d'un peuple à peu près désarmé, devient une action légitime de la civilisation, alors qu'il s'agit, en réalité, de satisfaire le besoin du peuple italien de manger à sa faim — et pour les mâles, de « faire l'amour » sans souci des conséquences ni de la liberté des femmes.

Tout dernièrement encore, dans le *Petit Parisien* (10 septembre 1936), M. Virginio Gayda, directeur du *Giornale d'Italia*, flétrissait les sanctions, qui avaient eu pour but d'« empêcher l'Italie de conquérir la place coloniale qui lui revenait... par le droit naturel d'une nation en croissance rapide ».

De sorte que nous avons ici, affirmé, le droit de tuer, le droit à l'invasion, le droit de retirer à un peuple ses moyens d'existence, comme des conséquences légitimes d'un surpeuplement présenté comme également légitime, c'est-à-dire le droit de se reproduire sans souci des autres, — au détriment des autres.

LIMITATION DES NAISSANCES

OU GUERRE ÉTERNELLE.

C'est ce surpeuplement, nous le savons, qui est la cause de la guerre et par suite c'est ce surpeuplement qui est un crime avant que la guerre en soit un.

Le correspondant romain du *Temps* écrivait, à propos des velléités (car en l'occurrence on ne peut parler de volonté — si l'on peut parler d'impuissance) de la Société des Nations d'empêcher la guerre italo-éthiopienne d'éclater : « N'est-il pas absurde de penser que la Société des Nations puisse figer à jamais la carte du monde ? Il y a des forces historiques plus fortes que tous les idéaux, que toutes les illusions. Il y a la réalité. Selon le mot de Chamfort, il y aura toujours au monde des nations qui auront plus de pain que d'appétit et d'autres qui auront plus d'appétit que de pain. Il y aura toujours des peuples jeunes, dynamiques, que les besoins, le nombre, la nécessité pousseront fatalement vers une expansion naturelle. » (*Le Temps*, 3 juillet 1935.)

Ce qui signifie qu'il y aura toujours des peuples qui surpeupleront leur territoire national, et qu'en vertu de leur volonté de vivre ils devront exterminer d'autres peuples pour s'emparer de leurs moyens d'existence.

La tâche du vrai pacifiste est de faire en sorte qu'il n'en soit plus ainsi dans l'avenir.

Concluons donc.

Une fois de plus, une guerre causée par la surpopulation a eu lieu. Une fois de plus, de prétendus moyens de paix se sont révélés inefficaces. Une fois de plus, pacifistes orthodoxes ou révolutionnaires se sont montrés impuissants à empêcher ou arrêter la guerre.

Or, rationnellement conçu, le problème de la paix ne consiste ni à empêcher la guerre d'éclater quand elle menace ni à l'arrêter lorsqu'elle est déchaînée.

Il consiste uniquement à prévenir la guerre. Et par là j'entends : abolir sa possibilité même.

La cause primordiale de la guerre étant la surpo-

pulation, comme on vient de le voir, c'est celle-ci qu'il faut tuer dans l'œuf pour prévenir la guerre.

Le moyen, c'est la limitation mondiale des naissances.

Tous les autres prétendus moyens de paix ne sont, à défaut de celui-ci, qu'un fatras de futilités.

Et s'il est écrit dans le déterminisme universel que jamais les peuples n'adopteront l'unique moyen de faire régner la paix sur la terre, une conclusion s'impose : *la guerre est éternelle.*

FIN

Voici quelques livres intéressants dont nous en recommandons franchement la lecture

Adressez commandes, mandats, chèques, à M. l'Administrateur de **LA GRANDE REFORME**, 14, rue de la Duée, Paris-XX'. Compte-chèque postal: 930-23.

Les commandes sont expédiées par retour du courrier et sous emballage bien fermé. Tous les ordres sont scrupuleusement exécutés.

N. B. — Ecrivez lisiblement votre nom et votre adresse à chaque commande.

GASTON BOUTHOU :
LA POPULATION DANS LE MONDE. (Les grands événements historiques. Guerre et population. Perspectives d'avenir).

Prix : 18 francs, franco, 19 fr. 80.

MAURICE R. DAVIE :

LA GUERRE DANS LES SOCIÉTÉS PRIMITIVES, SON RÔLE, SON ÉVOLUTION.

Prix : 25 francs, franco, 27 fr.

MANUEL DEVALDÈS :

CROÎTRE ET MULTIPLIER: C'EST LA GUERRE!... (Essai de pacifisme scientifique) Préface de Victor Margueritte.

Prix : 15 francs, franco, 16 fr. 50.

H.-C. ENGELBRECHT & F.-C. HANIGREN

MARCHANDS DE MORT (Essai sur l'industrie internationale des armes) Traduction de Fernand de Jouvenel.

Prix : 12 francs, franco 13 fr. 45.

XXX. :

MARCHANDS DE CANONS (Les armements tuent les peuples : voici ceux qui en vivent).

Prix : 12 francs; franco: 13 fr. 45.

LOUIS LAUNAY et JEAN SENNAC :

LES RELATIONS INTERNATIONALES DES INDUSTRIES DE GUERRE. Préface de Henri La Fontaine.

Prix : 12 francs ; franco : 13 fr. 45.

JEANNE HUMBERT :

CONTRE LA GUERRE QUI VIENT. (Crise de confiance — La surpopulation, facteur de guerre
La guerre de demain. — Ce qu'il faut faire pour l'éviter.

Prix : 1 fr. 50 ; franco, 1 fr. 75.

NICOLAS DOMBROWSKI-RAMSAY :

TU NE TUERAS POINT.

Prix : 10 francs.

Pour nos lecteurs : 2 fr. 50.

Principaux collaborateurs de LA GRANDE RÉFORME

Directeur-fondateur : Eugène HUMBERT,
administrateur de *Régénération* (1902-1906),
fondateur de *Génération Consciente* (1906-1914).

Louis BARBEDETTE, Camille BERNERI,
Armand CHARPENTIER, Pierre COUTURET,
Manuel DEVALDES, Sébastien FAURE, Gabriel
GOBRON, Urbain GOHIER, G. HARDY,
Jeanne HUMBERT, Albert LANTOINE,
MARC-STEPHANE, Jean MARESTAN, Victor
MARGUERITTE, Léon MARINONT, P. MAR-
QUET, Jean MONI, Aurèle PATORNI, Dr A. R.
PROSCHOWSKY, Jacques SAUTAREL, Pierre
SERA, SIXTE-QUENIN, TITAYNA.

Abonnement annuel : 10 fr. - Etranger : 13 fr.

Envoi d'un numéro spécimen contre 0 fr. 50



Imp. Ragoneaux
33, rue Pixérécourt
PARIS (XX^e)